

Quand les étudiants jouent le

Idéologues. Les atteintes à la liberté d'expression se multiplient dans les facs. Enquête.

PAR MARION COCQUET ET CLÉMENT PÉTREULT

Nicolas Warembourg, professeur d'histoire du droit à l'université Paris-1, est un homme à l'expression délicate. C'est donc avec délicatesse qu'il raconte cette scène, pourtant inouïe. Le 14 mars 2019, dans un amphithéâtre de la place du Panthéon, il anime une conférence organisée sur le thème de la présomption d'innocence à l'heure de #BalanceTonPorc. Parmi les invités, les avocats Marie-Anne Soubre et Francis Triboulet, ainsi que la juriste de l'association Women Safe, Axelle Cormier. « *Le thème même de la discussion semblait insupportable à des cerveaux un peu... comprimés* », commente Nicolas Warembourg. Une douzaine d'étudiants interrompent la séance, traitent l'enseignant et l'avocat mâles de « *violeurs en puissance* ». Ils sont expulsés. Alors que la conférence reprend, l'un des agitateurs verse sur la chaire, d'une fenêtre laissée entrouverte, une bouteille pleine d'« *un liquide tiède, malodorant et jaunâtre* », selon les mots de Nicolas Warembourg. Une bouteille d'urine, donc. C'est lui qui reçoit, sur le visage et la poitrine, le gros du contenu. Ses invités sont éclaboussés. « *Nous nous sommes éponnés, puis nous avons poursuivi notre propos. Il nous semblait que c'était la meilleure réponse à leur donner* », glisse le professeur.

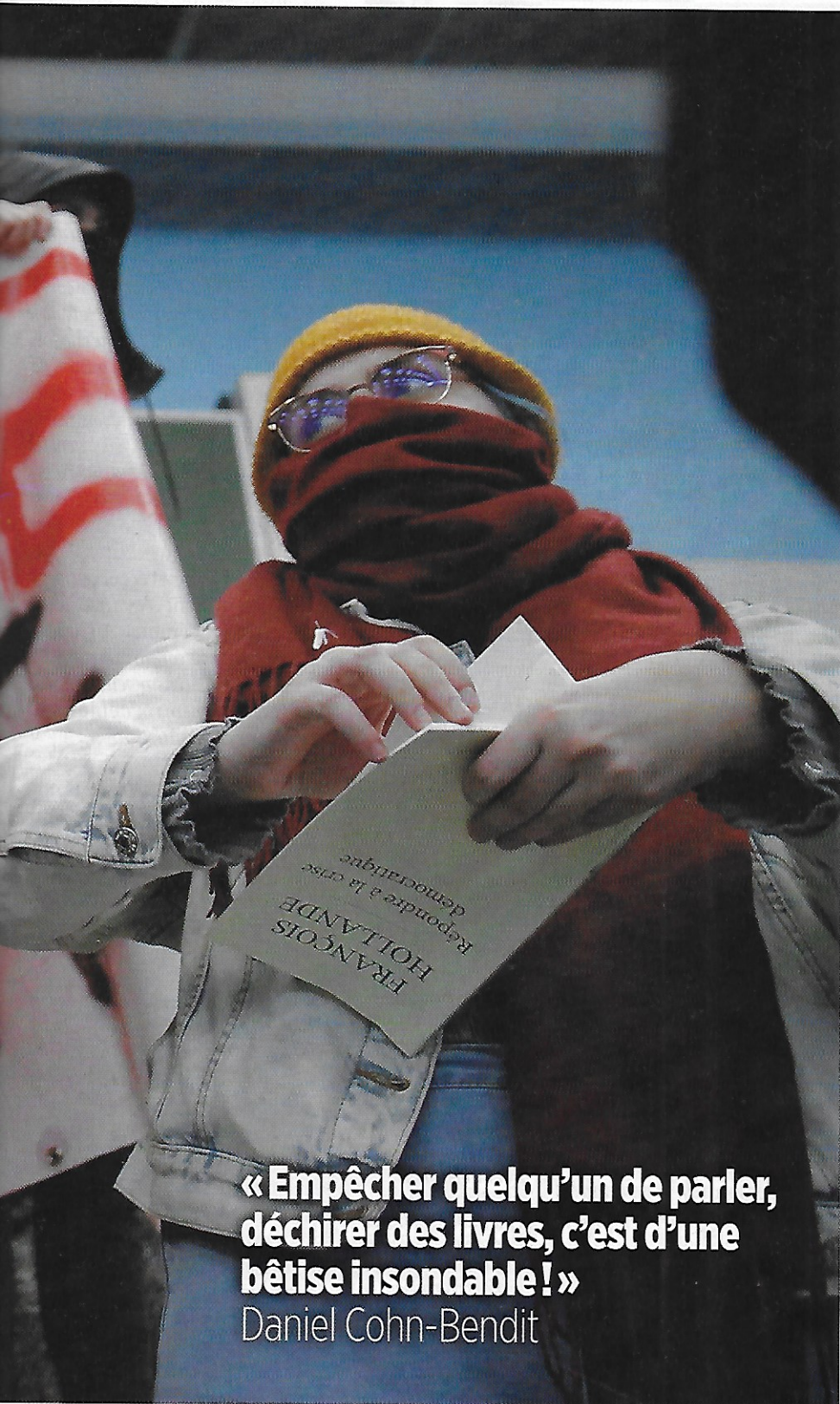
Des sanctions disciplinaires et pénales ont été engagées contre le groupe, mais l'affaire n'a guère agité que le petit monde de la montagne Sainte-Geneviève. Elle n'est



Crétinisme. Dénonçant la précarité, une centaine d'étudiants ont déchiré le dernier ouvrage de François Hollande à l'occasion de sa venue à Lille-2, le 12 novembre. La conférence de l'ancien président de la République a dû être annulée.

BAZIZ CHIBANE/LA VOIX DU NORD/MAXPPP

les maîtres censeurs



« Empêcher quelqu'un de parler, déchirer des livres, c'est d'une bêtise insondable ! »
Daniel Cohn-Bendit

pourtant pas un cas isolé. Depuis quelques années, les campus français sont le théâtre d'incidents analogues : des conférences boycottées, chahutées, voire annulées à cause d'intervenants suspectés d'être réactionnaires, racistes, islamophobes, homophobes, misogynes... Alain Finkielkraut, Sylviane Agacinski, Raphaël Enthoven ou encore Mohamed Sifaoui ont dû affronter des comités d'accueil les obligeant à ajourner ou déplacer leurs conférences. Même François Hollande n'a pu tenir sa conférence à l'université de Lille le 12 novembre. Signe du destin, il devait y évoquer son dernier ouvrage, « Répondre à la crise démocratique » (Fayard). L'amphi est envahi par une centaine d'étudiants. Des livres sont déchirés et la conférence est finalement annulée.

Totalitaire. Le chahut a toujours fait partie du folklore étudiant. L'université aurait-elle franchi un cap en renonçant à la confrontation des points de vue ? « *Empêcher quelqu'un de parler, déchirer des livres, c'est d'une bêtise insondable !* » s'agace Daniel Cohn-Bendit. Pour lui, les mouvements qui se radicalisent glissent systématiquement vers une vision totalitaire : « *Ceux qui agissent de la sorte n'ont rien compris. Si on est libéral-libertaire et que l'on défend une société ouverte, il faut admettre que la liberté d'expression n'est pas que pour les copains, mais aussi pour l'adversaire* », s'emporte l'ex-leader étudiant. Jean-Luc Mélenchon, qui incarne une certaine radicalité de l'action politique à gauche, condamne fermement le procédé. Lorsque Sylviane Agacinski, taxée d'homophobie, a été empêchée en octobre de tenir à Bordeaux une conférence sur « L'être humain à l'époque de sa reproductibilité technique », il a réagi sans ambiguïté : « *Honte à cet odieux sectarisme. Cette philosophe est un grand esprit*, ■■■

■■■ *qu'on soit ou non d'accord avec elle. Elle nous aide à penser. Je partage son raisonnement sur la GPA.*»

Les étudiants prêts à tout pour ne pas être confrontés à une vérité non conforme à leur désir semblent de plus en plus nombreux. «*Il est facile de faire annuler un événement, explique l'essayiste et sociologue québécois Mathieu Bock-Côté, qui observe le phénomène des deux rives de l'Atlantique. Cela permet à de jeunes personnes excitées par l'idéologie et tentées par la radicalité d'entrer directement dans l'action, sans passer par la laborieuse étape de l'argumentation et de la discussion. Du passé elles ne savent pas grand-chose, sinon qu'il faut s'en libérer.*» Pour l'intellectuel conservateur, ces jeunes gens «*n'ont de culture, souvent, que l'idéologie qu'ils viennent de consommer. Elle leur donne l'impression de penser et le droit moral de se révolter. Contre l'ennemi du moment, on hurle des slogans jusqu'à l'extase collective et on a l'impression, une fois l'événement annulé, d'avoir remporté une bataille contre la bête immonde.*»

La majorité des cas d'entraves ne s'encombrent pas d'une réalité qui viendrait contredire des certitudes fermement enracinées dans une lecture du monde très idéologisée. Quitte à virer à l'absurde. Ainsi une intersyndicale de la Sorbonne n'a-t-elle pas hésité à réclamer l'annulation d'une formation sur la prévention de la radicalisation destinée à des imams. Motif invoqué par les protestataires: cette formation serait «*raciste*» et «*stigmatisante pour les musulmans*». Sous la pression, l'université a annulé la formation, à laquelle 40 imams s'étaient inscrits. La vraie raison de cette poussée de fièvre tient au nom de celui qui devait diriger le cursus: Mohamed Sifaoui, journaliste et essayiste connu pour ses positions anti-islamistes et anti-Frères musulmans.

« A l'université, la parole est, comme ailleurs, en train d'être surveillée et de se surveiller elle-même. » Un prof

François Hollande

Conférence sur la crise de la démocratie, à Lille, le 12 novembre.



Alain Finkielkraut

«*Modernité, héritage et progrès*», à Paris, le 23 avril.



Sylviane Agacinski

«*L'être humain à l'époque de sa reproductibilité technique*», à Bordeaux, le 24 octobre.



Mohamed Sifaoui

Formation à la prévention de la radicalisation, à Paris, les 21 et 22 novembre.

INTERDITS OU MENACÉS

L'entrave au discours – et donc à la pensée – n'est pas une méthode propre à l'extrême gauche, mais celle-ci en a fait un outil privilégié de son mode d'action. La pratique reste le fait de militants que l'on peut croiser dans différentes organisations politiques ou syndicales comme la branche étudiante du syndicat Solidaires étudiant-e-s, certaines antennes locales de l'Unef et du NPA. «*Arrêtons de dire qu'on empêche le débat*», proteste Chloé, porte-parole de Solidaires étudiant-e-s qui a participé aux actions contre la conférence de François Hollande à Lille. «*Ces invitations s'expriment partout et une conférence n'est pas un lieu de débat: on écoute religieusement l'invité en lui posant deux ou trois questions à la fin. Le vrai débat commence quand il y a altercation et qu'on visibilise les questions!*» considère-t-elle. L'université, estime la syndicaliste, doit être le lieu d'un «*savoir critique et émancipateur*». Incompatible, selon elle, avec le fait de donner une «*tribune à un président qui a causé un énorme recul des droits sociaux*» ou à des personnes «*condamnées pour sexisme ou racisme*». Sur quels

Le syndrome Linky

Le phénomène qui consiste à priver de parole ceux dont l'opinion déplaît dépasse largement le cadre de l'Université. Il suffit pour s'en convaincre d'observer la virulence des réactions lors des tentatives de réunions publiques sur le compteur Linky ou l'impossibilité de mener certains débats pourtant organisés par la Commission nationale du débat public. A ce propos, Jean Bergougnoux conserve un souvenir ému de l'impossible débat qu'il avait tenté de mener sur les nanotechnologies en 2009: «*Le débat public avait été phagocyté par des opposants qui ne cherchaient pas à argumenter, mais simplement à organiser le chahut. Entre les libertaires convaincus et les transhumanistes qui ne voyaient pas d'inconvénient à implanter une âme humaine dans des machines, le débat était impossible à tenir.*»

critères une parole est-elle considérée comme acceptable? «*On n'a pas de liste, ça dépend. Ce serait à l'université de décider ce qui est légitime ou non, et, finalement, nous venons pallier ses manquements.*»

Y aurait-il une gêne, un tabou dans l'université française? «*Les cas médiatisés ne sont que la partie émergée de l'iceberg*», assure Morgane Daury, professeure de droit à Amiens et autrice d'un appel à protéger la liberté d'expression parue le 13 novembre dans *Le Figaro*. «*Depuis deux ou trois ans, le phénomène s'amplifie. Moi-même je l'ai vécu dans mon université, qui est pourtant assez tranquille. J'avais organisé une conférence sur l'affaire Jacqueline Sauvage et sur les questions de droit qu'elle soulevait: la présomption de légitime défense, par exemple, ou le droit de grâce présidentiel. Nous avons été contraints d'annuler la discussion. Ces gens-là sont peu nombreux, mais parfaitement capables d'empêcher une parole de se tenir.*» A quoi s'ajoute une autocensure des professeurs eux-mêmes qui finissent par éviter certains sujets dont ils savent d'avance qu'ils provoqueront l'émoi. «*A l'université, la parole est, comme partout ailleurs, en train d'être surveillée et de se surveiller elle-même*», déplore un professeur de philosophie.

Menaces. Chez les étudiants non plus, il ne fait pas bon s'opposer aux courants dominants. Elliott Savy en sait quelque chose. Cet étudiant de Lyon-2, qui s'est opposé aux «*dérives idéologiques omniprésentes*» de sa fac, a fait l'objet de menaces et de tags appelant à le «*grand-remplacer*». «*J'ai simplement raconté comment l'administration avait ouvertement pris position en faveur des migrants en banalisant les cours et en incitant à aller manifester devant la préfecture.*» Pour le sociologue Gerald Bronner, spécialiste de la pensée extrême et des radicalités, ces entraves à la liberté d'expression sont «*marginales mais stratégiques. On justifie le recours à la violence physique au nom de la violence symbolique que l'on subirait. Cette défense idéologique commune aux extrêmes ouvre la porte à la justification des violences physiques*». L'un des traits ■■■

■ ■ ■ caractéristiques de la radicalité, souligne le chercheur, est la tolérance à l'égard de la violence. « Mais, entre la violence symbolique et la violence physique, il y a une différence de nature, pas de degré. » Le spécialiste revient sur cette idée du « j'ai le droit de le dire » qui est pour lui la marque d'une « revendication idéologique d'égalitarisme qui refuse la dissymétrie entre l'enseignant et l'élève », phénomène encouragé par ce qu'il désigne comme une « épidémie de sensibilités ». « Il faudrait protéger les étudiants d'un discours jugé offensant. Mais la connaissance a des droits que la croyance ne peut pas revendiquer ! Apprendre, c'est risquer d'être

déstabilisé dans sa vision du monde. »

S'il n'est pas neuf de voir contestée à l'université la légitimité de certaines positions, les récents chahuts n'hésitent pas à recourir à l'intimidation morale. Pour Pascal Bruckner, qui a enseigné aux États-Unis, ce phénomène du *no platform* (« pas d'estrade ») est un pur produit d'importation. « L'horreur américaine débarque chez nous, on devient le perroquet de ce qui se fait de pire dans l'université américaine, où des nazillons d'extrême gauche considèrent que tout ce qui dépasse devrait être interdit ! » s'emporte l'essayiste.

Sans parler d'« horreur », Hélène Merlin-Kajman, professeure de



Le cauchemar Evergreen

C'est l'histoire d'un naufrage, devenu le symbole de ce qu'une idéologie peut produire de plus sombre. L'université d'Evergreen, dans l'État de Washington, a basculé en quelques semaines d'un noble combat contre les discriminations à une chasse aux sorcières des plus affolantes. Depuis les années 1970, l'université organisait une « journée de l'absence », durant laquelle les étudiants noirs quittaient le campus afin de mettre en évidence la place qu'en temps normal ils y tenaient. En 2017, la « journée de l'absence » prend un nouveau tour : ce sont cette fois les Blancs qui sont priés de ne pas mettre les pieds sur le campus. Un professeur de biologie s'en émeut : « Il y a une grande différence, explique Bret Weinstein dans une lettre à une collègue, entre un groupe qui décide volontairement de s'absenter d'un espace commun afin de mettre en évidence son rôle vital et sous-estimé, et un groupe qui encourage un autre groupe à s'en aller. (...) C'est une démonstration de force et un acte d'oppression. » L'homme est un progressiste, soutien de Bernie Sanders, ses engagements sont connus. Mais le courrier, rendu public, est jugé raciste par les activistes de l'université. Bret Weinstein est chahuté, insulté, menacé même. Désavoué par sa direction, il finit par démissionner. Faut-il redouter de telles dérives collectives en France ? Les militants hexagonaux pour la liberté d'expression sur les campus gardent, tous, le cas en tête ■

Les mots pour le dire

Trigger warning (de *trigger*, « déclencher », et *warning*, « avertissement »). Consiste à annoncer au préambule d'un propos que son contenu est susceptible de choquer et de réactiver un traumatisme. Apparue sur les réseaux sociaux et les forums, notamment au sujet du viol, la pratique fait l'objet de débats passionnés dans les universités américaines, où le *trigger warning* peut autoriser des étudiants à ne pas suivre certains cours.

Safe space

(« Espace protégé »). Issu du mouvement américain de libération des femmes et celui des droits civiques, le *safe space* est un espace, symbolique ou physique, qui garantit à des minorités qu'elles pourront s'exprimer sans craindre de voir leurs propos et leurs témoignages moqués, niés ou attaqués.

lettres à Paris-3, s'inquiète dans une longue analyse du *trigger warning* américain, cette façon d'avertir un auditoire que le contenu d'un cours est susceptible de le choquer et de lui permettre de s'y soustraire. La pratique, écrit-elle sur le site du mouvement Transitions, revient à « recatégoriser » les individus de façon qu'ils deviennent « statutairement des victimes, des victimes réelles ou des victimes en puissance ». L'idée selon laquelle les étudiants ne devaient pas être exposés à des idées offensantes est devenue majoritaire aux États-Unis. « 58 % des étudiants américains interrogés partageaient cette affirmation en 2017 », s'alarme Michèle Tribalat, démographe considérée comme « malpensante » par une partie de la gauche en raison de ses travaux sur l'immigration. « L'université d'Evergreen, au sud de Seattle [lire ci-contre], est l'exemple monstrueux de cette dérive, poursuit-elle. L'attention se focalise désormais sur les questions identitaires construites autour de la notion d'intersectionnalité [genre, race, LGBTQ...] et, en France notamment, autour de l'islamisme et de la question décoloniale, avec une instrumentalisation évidente du racisme. »

Appel. Le 4 novembre, un collectif d'universitaires, dont Nathalie Heinich, Pierre Nora ou Marcel Gauchet, publiait dans *Le Monde* une tribune exhortant les chefs d'établissement à défendre la liberté académique. Ils s'y disaient indignés que « des présidents d'université, chargés de faire respecter la liberté académique [acceptent] de céder aux menaces d'un quarteron de militants ». Cet appel a-t-il été entendu ? Gilles Denis, professeur à Lille-1 et fondateur du réseau Vigilance universités, croit à une forme de réveil. « La Conférence des présidents d'université s'est emparée du sujet, souligne-t-il. On commence à comprendre de quoi il retourne dans ces mouvements dont les combats pouvaient a priori sembler sympathiques. » Des mouvements qui finissent par desservir la cause qu'ils prétendent défendre ? « C'est le propre de la censure violente d'accréditer les opinions qu'elle attaque », écrivait Voltaire ■